

QUESTIONS SOCIALES

- Neo-libéralismes, 3/84, 220 F
La société dualité : le piège, 4/83, 200 F
L'homme dans le travail, 3/83, 170 F
Les ordres professionnels, 3/82, 275 F
Handicapés parmi nous, 10/81, 160 F
L'a/sociale sécurité, 11/80, 170 F
Demain les immigrés, 9/80, 250 F
Attention! amieante, 5-6/80, 150 F
Trop de médecins? 9/78, 140 F
Le viol, 4/78, 140 F
La démographie wallonne, 3/78, 140 F
Les chômeurs, 3/77, 130 F
Avortement, éthique, politique, 12/76, 120 F
Hôpitaux... malades? 4/76, 200 F
Mouvements ouvriers et éducation permanente, 5-6/74, 100 F
L'avortement, 1/73, 200 F
Pour une politique de la santé, 10/71, 200 F

ECONOMIE

- Dévaluer? la Banque Nationale et le franc, 3/81, 160 F
Patrons de la construction, 12/79, 140 F
Solaire et économies d'énergie, 9/79, 140 F
Les PME, 5-6/78, 140 F
Cette crise venue d'ailleurs, 10/77, 130 F
Un plan pour la sidérurgie, 4/77, 130 F
Nucéaire: un choix sage? 9/76, 240 F
Énergie: qui décide? 2/75, 200 F
Croissance, problème politique, 3/74, 100 F
La Société Générale de Belgique, 11/72, 200 F
L'agriculture en mutation, 9/71, 100 F

MASS-MEDIA

- Où va le théâtre? 2/82, 165 F
Cinéma belge: l'Etat et l'écran, 1/81, 160 F
Les radios libres, 1/80, 150 F
L'information en Belgique, 9/77, 240 F
Des hommes en blanc à San Antonio, 1/75, 120 F

PAIX ET LIBERTES

- Qui veut la paix... 10/82, 165 F
Les gardiens de l'ordre, 4/80, 150 F
Justices: égaux devant la loi? 2/77, 160 F
L'armée, 10/74, 200 F
La guerre et la paix, 3/71, 100 F

JEUNESSE

- L'école contre l'emploi, 12/82, 165 F
L'enfant psycho-normalisé, 10/79, 140 F
Les centres PMS, 7-8/79, 140 F
Quel amour d'enfant! 5-6/79, 160 F
Le nouveau livre d'enfants, 12/77, 130 F
L'enseignement technique et professionnel, 5-6/75, 120 F
Vers l'école pluraliste, 9/72, 100 F

ICI...

- Un pays à faire: l'Europe 5-6/84, 250 F
Wallonie: autour d'un manifeste, 1/84, 180 F
L'enjeu communal, 9/82, 165 F
Une politique de gauche pour la Wallonie? 9/81, 160 F
Nannur, mort ou vie? 7-8/80, 165 F
Bruxelles après le millénaire, 11/79, 230 F

... ET AILLEURS

- Pour un développement auto-centré, 4/84, 180 F
Chili, dix ans après, 12/83, 170 F
Nicaragua: une révolution asphyxiée, 5-6/83, 170 F
Zaire: le rapport B, 11/82, 165 F
La Pologne au cœur, 2/82, 165 F
Le coup de Kaboul, 3/80, 150 F
Tiers-Monde et impérialisme culturel, 2/78, 140 F
L'Italie en transition, 11/76, 120 F
Le Liban éclaté, 7-8/76, 120 F
Où en est le Zaïre? 12/75, 120 F
Portugal, dérive et espoir, 10/75, 120 F
L'Amérique latine dominée, 4/75, 150 F
Chili: l'Eglise et la Junta, 12/74, 100 F

CHEMINEMENTS

- Des Juifs, 10/83, 240 F
Informatique douce, 11/82, 165 F
Retours du religieux, 5-6/80, 150 F
Zinoviev nous dit... 1/79, 140 F
L'écologie, 10/78, 300 F
Mai 68, oui, mais... 5-6/78, 140 F
Chrétiens pour le socialisme, 10/76, 120 F
Le Vatican et le sexe, 5-6/76, 120 F
Groupes de base et société, 9/75, 120 F
Chrétiens et révolutionnaires, 4/72, 100 F

Les retraites
face aux offensives financières

Les organisations non gouvernementales
d'aide au développement

Portugal, an X

La démocratie et le sommet de Londres

Aron: Le regard froid du militant
Kristeva: Histoires d'amour

9

Revue mensuelle
Septembre 1984
180 FB - 26 FF

la revue nouvelle

Comité de direction : Jacqueline Aubenas / Albert Bastenier / Eliane Boucquoy / Michel Capron / Hervé Cnudde / Jean Delfosse / Marie Denis / Gérard Fourez / Andrée Gérard / Béatrice Haubert / Gérard Lambert (secrétaire de rédaction) / Jacqueline Liesse / François Marjou / Michel Mollitor (directeur) / Christian Panier / Paul Peeters / René Schoonbroodt / Joseph Schoonbroodt / Georges Thill / Jacques Vandenschrick / Pierre Watté / Jean-Claude Williams.

Abonnements	Un an	Six mois	à verser à :
Belgique, Lux.	1.440 FB	850 FB	La Revue Nouvelle à Bruxelles
Canada	C 50 \$	C 30 \$	Péridica Inc., CP 220, Ville Mont-Royal, PQ Can. H3P 3C4.
U.S.A.	US \$ 50	US \$ 30	La Revue Nouvelle à Bruxelles
France	235 FF	135 FF	Editions Casterman, rue Bonaparte 66, Paris 6 ^e , CCP 676.68.
Italie	48.000 Lires	29.000 Lires	La Revue Nouvelle à Bruxelles
Autres Pays	1.710 FB	950 FB	La Revue Nouvelle à Bruxelles
Par avion	2.300 FB	1.300 FB	

Abonnement fractionné

Il est possible de payer l'abonnement annuel pour la Belgique en six versements par ordre permanent. Demander les indications au Secrétariat.

Abonnement d'honneur: 3.000 FB / Abonnement de soutien: 2.440 FB

Changement d'adresse : Joindre la dernière enveloppe et 20 FB.

Collections complètes

• *Pour les années 1945 à 1967 (tomes 1 à 34),* s'adresser à KRAUS REPRINT, a division of Kraus Thomson Organization Ltd, FL-9491 - Nendeln / Liechtenstein.

• *Pour les années 1962 et suivantes (tomes 35 et suivants),* s'adresser à La Revue Nouvelle.

la revue nouvelle

Association sans but lucratif

Rue des Moucheron 3-5, 1000 Bruxelles Tel. (02) 511.98.62
CCP 000-0756609-09 CGER 001-010731-08

Les manuscrits transmis ne sont pas rendus.

Membre de l'Association des Revues scientifiques et culturelles.

BE ISSN 0035-3809

Avec l'aide de la Communauté Française

la revue nouvelle

40^e année / Tome LXXX
Numéro 9 / Septembre 1984

115 Politique du mois

Politique: Au-delà de la gestion: les débats nécessaires / **Gouvernement:** La curatelle Martens V bis / **Idees:** Une « revue des revues ».

Les élections européennes de juin 1984

123 La majorité du Parlement européen

reste au centre-droit

Jean-Jacques Grodent

136 Le résultat électoral des femmes

Michel Collinge

142 Les retraites face aux offensives financières

Pierre Reman

La coopération non gouvernementale

155 Une mosaïque d'organismes, d'activités et de projets

Les ONG entre l'illusion et la réalité du changement

Jacques Deprez

du changement

Laurent Carly

175 La rose des vents

Chili: Lutttes urbaines / Visite à la toma Raul Silva Henriquez, Santiago / Liban: Beyrouth: les jaunes, la guerre et la terrible absence d'horizon / **Médecins sans frontières:** Une morale de l'urgence / **Théâtre:** De Shakespeare à Dionsos: le souffle de Lindsay Kemp / **Faits divers:** Mourir à seize heures / **Philosophie:** Michel Foucault, penseur de liberté

190 Portugal, an X

Anne Peeters

199 Le futur appartient à tous

La démocratie et le sommet de Londres

Shridath Ramphal

Livres

207 Aron: le regard froid du militant

Luc Dellisse

214 Julia Kristeva: histoires d'amour

Eliane Boucquoy

Tous droits de traduction, d'adaptation ou de reproduction par tous procédés, y compris la photocopie et le microfilm, réservés pour tous pays.

Jacques Deprez

Une mosaïque d'organismes, d'activités et de projets

« Quand donc les organisations non gouvernementales se décideront-elles à utiliser en commun leur immense capital de confiance et de sympathie auprès de l'opinion publique ? Il leur faudrait mettre sur pied, en conjuguant leurs efforts, une organisation internationale des secours alimentaires d'urgence ». ¹

Tous ceux qui, dans les ONG ², sont en contact fréquent avec le public, ont déjà entendu souvent cette exhortation. En effet, le courant passe facilement entre les « gens de bonne volonté qui veulent faire quelque chose pour le tiers monde » et les organisations non gouvernementales. Et l'on s'étonne alors de les voir si nombreuses, si diverses, chacune croyant fermement à l'efficacité de ce qu'elle fait, malgré des pratiques parfois contradictoires. Ne seraient-elles pas plus efficaces encore en s'unissant, pour ne plus constituer qu'une seule entité importante, canalisant toutes les bonnes volontés ? Qu'on le veuille ou non, un tel regroupement est impossible, tant sont grandes les différences entre les ONG. Leur caractère non gouvernemental mis à part, ces organisations présentent peu de caractères communs. Tantôt grandes, tantôt minuscules, flamandes, francophones, bilingues, chrétiennes ou laïques, liées à des partis ou se proclamant neutres, elles diffèrent encore par les activités, l'idéologie et les méthodes. Bref, un monde très hétérogène, peu connu en profondeur. L'unification des ONG serait donc extrêmement difficile. Elle n'est même pas souhaitable. En effet, elle se traduirait par un nivellement au plus faible dénominateur commun, paralysant ainsi les initiatives nouvelles dont les ONG ont tant besoin. Essayons de nous y retrouver.

Non gouvernementales, mais encore...

Une ONG se définit d'abord par ce qu'elle n'est pas : elle ne relève pas du champ d'action d'un ou de plusieurs gouvernements ³. Par définition, la section belge de l'UNICEF, par exemple, n'est pas une ONG puisqu'elle est membre de la structure des Nations-Unies. La distinction est claire si l'on se réfère à l'origine. Il y a d'une part l'AGCD, Administration générale de coopération au développement, et, d'autre part, un très grand nombre d'entités créées de manière volontariste par des individus, des mouvements ou des institutions.

1. Editorial de *Croissance des jeunes nations*, avril 1984.

2. Organisations non gouvernementales d'aide au développement.

3. Pour une classification des types de coopération, voir B. Piret et P. Galand, *L'aide de la Belgique aux pays en voie de développement*, Ed. Contradictions et Vie Ouvrière, Bruxelles, 1983.

Théoriquement, la distinction devrait être aussi claire si l'on se réfère aux destinataires. Si la coopération gouvernementale s'adresse à des gouvernements du tiers monde, et exclusivement à eux, la coopération non gouvernementale vise exclusivement — en principe — des ONG dans ces mêmes pays. La pratique ne correspond toutefois pas entièrement au principe, et fait l'objet de débats au sein même des ONG. Oxfam et Solidarité socialiste, par exemple, financent régulièrement des actions gouvernementales dans des pays socialistes ou communistes.

Il est beaucoup plus difficile de définir les ONG par ce qu'elles sont. Elles reproduisent une partie des divergences et oppositions propres à la société belge, aux multiples facettes. Un seul qualificatif commun peut leur être trouvé : « désintéressées ». A condition toutefois de se limiter à l'aspect lucratif. Aucune ONG ne cherche un profit pécuniaire. Mais d'autres intérêts peuvent être poursuivis, qui ne jouent pas toujours en faveur du tiers monde. Le président de DELIPRO, l'ONG du PRL, reconnaît comme objectif de son organisation la promotion des exportations belges⁴. D'autres organisations, liées à des partis politiques, existent pour obtenir une part des subsides disponibles. La solidarité avec les peuples du tiers monde n'est pas toujours la motivation première. Un panorama détaillé des ONG s'avère indispensable pour avancer dans leur compréhension.

Les projets, les volontaires, et les bourses

L'image la plus courante est celle de l'organisation réalisant et/ou finançant des « projets de développement ». C'est l'un des secteurs d'activité des ONG auquel la majorité d'entre elles se consacre, du moins en partie. Mais grande est la différence entre le groupe d'amis d'un volontaire ou d'un missionnaire qui, pour mieux l'aider, crée une ASBL, et les grandes organisations qui peuvent appuyer plusieurs centaines de projets chaque année, dans de très nombreux pays. La première donnera la conviction reconfortante de réaliser quelque chose de concret sans frais administratifs, tandis que les secondes apparaîtront comme de grosses structures coûteuses. Pourtant, celles-ci peuvent caresser l'espoir de contribuer à des changements sociaux, précisément par le réseau qu'elles tissent, tandis que celles-là touchent au mieux quelques centaines de personnes dans le tiers monde.

4. *Journal Parté* de 9h00, RTBF, 7 mai 1984.

L'envoi de volontaires belges dans les pays du Sud est la deuxième activité des ONG. Une vingtaine d'entre elles sont reconnues dans ce but. Leurs volontaires peuvent dès lors bénéficier du statut administratif prévu par l'AGCD. Pour certaines de ces organisations, il s'agit là de leur unique activité dans le tiers monde : Frères des Hommes, Coopération des Laïcs en Amérique latine, Volens, ...⁵. Pour d'autres, l'envoi de volontaires n'est qu'un secteur d'activité.

L'octroi de bourses d'études à des étudiants du tiers monde est, avec le cofinancement de projets et l'information, le troisième créneau permettant d'obtenir des subsides de l'AGCD. Il justifie l'existence d'un certain nombre d'ONG.

Pour en terminer avec les activités réalisées par les ONG dans le tiers monde, relevons la différence fondamentale entre secours d'urgence et développement. Nous commençons à connaître les 7 ou 8 noms qui défilent à la télévision en cas de catastrophe quelque part dans le monde, pour les appels d'urgence. Certaines organisations ne font que cela (le Secours International de Caritas Catholica, par exemple), sauf exception, tandis que d'autres cumulent les différents types d'aides. Le monde chrétien apprécie particulièrement la division des tâches : Secours international pour l'urgence, Entraide et fraternité pour le développement, Justice et paix pour les interventions politiques, ITECO pour la formation des volontaires, etc. A l'inverse, Solidarité socialiste et Oxfam touchent pratiquement à tout.

Il y a information et information

Toutes les ONG réalisent un travail d'information, mais les idées diffusées sont multiples et différentes. Il peut s'agir de

— *la présentation d'un projet* dans le simple but de recueillir des fonds, comme le font la plupart des petites ONG constituées pour appuyer un projet précis. Le contexte politique dans lequel ce projet se place est rarement abordé, pour ne pas heurter des donateurs potentiels

— *l'information traditionnelle sur le tiers monde* : l'opposition Nord-Sud apparaît alors souvent sous la forme de comparaisons chiffrées (espoir de vie, indicateurs de consommation, ...) sans relation de cause à effet entre « ici » et « là-bas ». Référence est parfois faite à la domination du Sud par le

5. Nous limiterons nos exemples aux ONG francophones ou nationales.

Nord, mais en des termes très généraux qui font plus appel à la générosité qu'à l'action politique

—*l'information politique*: elle nous invite à nous engager dans des formes d'action ou des changements de comportements chez nous en faveur du tiers monde. La vente de produits dans les Magasins du monde-Oxfam⁶ relève de ce discours qui se veut pratique

—*l'information solidaire*: elle met en lumière les mécanismes de domination internes à nos sociétés du Nord, situés parallèlement à ceux des pays du Sud. L'engagement de chacun dans ces deux champs d'action apparaît alors indispensable. La campagne de Frères des Hommes « Ici, mieux se nourrir, là-bas, vaincre la faim » illustre bien cette démarche, qu'une organisation comme ITECO pousse le plus loin. Son activité principale, de formation de volontaires qu'elle était au début, est devenue formation d'agents de changement social en Belgique. Entraide et fraternité exprime aussi ce thème de l'engagement ici, au risque de démobiler. Si, à la question « que puis-je faire pour le tiers monde ? », on répond sans cesse « engagez-vous là où vous êtes », gageons que beaucoup iront voir ailleurs.

Il n'est pas facile pour une ONG de tenir un langage très engagé. D'abord, il faut être soi-même lucide et comprendre les causes réelles du sous-développement. C'est loin d'être le cas pour toutes les organisations. Elles restent généralement marquées par l'idée du retard des pays du tiers monde, « pays à moderniser » grâce aux techniques que nous pouvons leur enseigner. Ensuite, il faut oser dire ce que l'on sait. S'adresser à un public dont on dépend financièrement n'est pas facile. Plus on approche des mécanismes socio-politiques ou économiques, plus on dérange, et plus on oblige à réfléchir et à dépasser le don « bonne conscience ». Le risque apparaît d'effrayer les donateurs. Aucune ONG n'échappe à cette contradiction. N'a-t-on pas vu telle organisation, très politisée lorsqu'il s'agit des Sahraouis, lancer un appel pour le Cambodge par un tract reproduisant un enfant au gros ventre, jouant ainsi à fond la carte sentimentale ? Si, pédagogiquement, l'on veut faire évoluer un public, il est nécessaire de partir d'un langage acceptable par lui. Le choix s'en trouve donc singulièrement compliqué.

6. Associations les deux noms, bien que la tutelle d'Oxfam soit mal ressentie par certains responsables des Magasins du Monde.

N'en jetez plus !

En Belgique, 130 organisations sont reconnues par l'AGCD pour l'accès aux subsides : cofinancement de projets ou de bourses d'études, subsides à l'information⁷. D'aucunes restent nationales sans être nécessairement aussi actives dans chaque communauté : le Service de coopération missionnaire au développement (COMIDE), le Fonds pour la coopération au développement (FCD - socialiste), les Amis du Père Damien, Oxfam, Frères des Hommes, etc. D'autres ont choisi de se scinder en deux ailes linguistiques, ou n'opèrent que dans une des deux communautés : le CNCD-NCOS s'est ainsi scindé linguistiquement, quelques années après Broederlijk delen-Entraide et fraternité. Si les Flamands n'ont pas (encore ?) obtenu la scission de l'AGCD elle-même, ils la préparent déjà dans les ONG qu'ils ne dominent pas entièrement. Enfin, plusieurs ONG échappent à cette classification par leur caractère purement local. Elles étaient 28 sur 125 agréées en 1982.

Mais ce n'est là qu'un critère permettant de classer les ONG. De nombreux autres sont tout aussi pertinents : l'appartenance philosophique est un exemple. Certaines organisations l'affichent clairement. Leur origine parle d'elle-même : Solidarité socialiste est liée au PS, DELIPRO au PRL, Solidarité mondiale est un des services du MOC, donc en lien (et parfois en tension) avec la CMT⁸. Le PSC n'a pas d'organisation associée, mais le monde chrétien est loin d'en être dépourvu : outre le groupe Caritas, beaucoup de grosses ONG sont d'origine religieuse, à commencer par COMIDE, qui regroupe les missionnaires, et se pose en partenaire majeur de l'AGCD pour le cofinancement de projets. Pour d'autres ONG, l'appartenance est moins claire, en l'absence de tout lien institutionnel : Oxfam, officiellement neutre, oscille entre le PS et le PC, bien que les options politiques soient davantage exprimées par des filiales (comme le CEAL) que par Oxfam lui-même. Le CNCD est en principe pluraliste, Frères des Hommes l'est en réalité. Entraide et fraternité, tout en restant d'Eglise, est plus proche de la gauche chrétienne et, comme Frères des Hommes, dans la mouvance des idées d'Ecolo.

D'autres critères encore ? Il n'en manque pas :

—le type de financement : très largement autonome, ou dépendant en grande partie des subsides de l'AGCD, la première de ces situations dominant

7. *Dimension 3*, bulletin de l'AGCD, mars-avril 1984, p. 15.

8. CMT : Organisation syndicale internationale dépendant largement de la CSC.

évidemment à l'ONG une marge d'indépendance (et éventuellement de critique) plus ample

—le caractère opérationnel ou non : certaines ONG créent et financent leurs propres projets, grâce à du personnel belge envoyé sur place, tandis que d'autres appuient quasi exclusivement des initiatives lancées par des autochtones

—l'organisation interne : extrêmement centralisée, ou largement autogestionnaire.

ONG politiques par abstention...

Les différences majeures entre les organisations résident dans leur conception même du développement et des projets à soutenir. B. Pirret et P. Galand en ont tenté une classification⁹. Les catégories proposées sont discutables (réactionnaire, traditionaliste, progressiste), et plus encore les critères utilisés, mais elles ont le mérite de mettre en lumière la diversité des comportements. Cette diversité n'est en rien étonnante. Mais une question reste : pourquoi le public connaît-il si mal les divergences entre ONG ?

Plusieurs organisations (les plus nombreuses, sans doute) sont attirées essentiellement par l'aspect technique de la coopération au développement. Le contexte socio-politique du pays « aidé » n'est ni analysé, ni pris en compte. La conception dite de la « modernisation » prime. Le sous-développement est vu comme état de pauvreté. Les causes autres que naturelles sont à peine esquissées. Dans cette perspective, les pays industrialisés doivent apporter le développement aux pays pauvres, grâce à leurs techniques, leur enseignement, leur personnel, leurs médicaments et leurs produits alimentaires. Le fameux proverbe du « chinois » (« Au lieu de donner un poisson, mieux vaut apprendre à pêcher ») illustre bien cette conception. Le public, en général, apprécie particulièrement cette forme de coopération technique indépendante de toute considération politique¹⁰. Mais qui comprend qu'éluder la politique, c'est en fait entretenir, voire renforcer les injustices provoquant la pauvreté ?

9. Pirret et Galand, *op. cit.*, chap. 9.

10. Voir à ce sujet l'enquête réalisée en 1981-82 par Entraide et Fraternité sur les attitudes des Belges à l'égard du tiers monde. Si les causes socio-politiques de la pauvreté sont perçues par la majorité du public, les solutions proposées se cantonnent dans le domaine technique.

... ou politiques par l'action ?

D'autres organisations, par contre, considèrent que le sous-développement et la pauvreté du tiers monde résultent de facteurs humains, de rapports de forces entre groupes sociaux qui entraînent des dépendances, tant au plan international (domination Nord-Sud) que dans l'ordre interne (bourgeoises privilégiées - masses populaires appauvries). Le développement passe donc par la libération et le changement des rapports de forces. L'aspect technique des projets, toujours présent, vient alors en appui d'une vision plus politique du développement. Mieux vaut cependant affiner la distinction. Changer le rapport de forces peut se traduire par une prise de pouvoir politique national. Les mouvements de libération suivent cette voie et trouvent l'appui de certaines ONG. C'est le cas d'Oxfam, surtout (et, dans une moindre mesure, de Solidarité socialiste) qui entretient des relations privilégiées avec l'OLP, le FMLN salvadorien, le Front Polisario, l'ANC, ... Dans le langage de ces ONG, le terme « lutte de libération » renvoie aux luttes pour la prise du pouvoir politique, à l'exclusion d'autres mouvements sociaux. L'appui apporté est d'ordre humanitaire ou social (réfugiés, santé, production dans les zones libérées, ...) ou politique (manifestations, interventions, ...). Si ces mouvements de libération arrivent au pouvoir, l'appui reste acquis, l'organisation devenant alors partie prenante de projets gouvernementaux.

A l'inverse, le soutien à des mouvements populaires peut s'adresser à la base plutôt qu'à l'avant-garde. Des ONG comme Frères des Hommes ou Entraide et Fraternité appuient surtout l'organisation collective dans le monde rural ou urbain, sans visée de pouvoir, mais pour que les paysans ou le monde ouvrier puissent défendre leurs droits contre toute forme d'oppression. Seront soutenus, par exemple, des réseaux de coopératives, la formation d'animateurs ruraux, les communautés chrétiennes de base, ... La conception implicite est la méfiance à l'égard de toute structure, fit-elle de gauche, qui réaliserait le développement « pour le peuple », sans que celui-ci puisse intervenir comme sujet de son propre développement. Les attitudes sont nettement différentes. Elles partent pourtant d'une analyse semblable des réalités.

La nécessaire coordination

Les ONG, si diverses, sont traversées par des oppositions de pratique et d'idéologie. Il n'y a là rien d'étonnant ! Il est patent que leur regroupement

s'avère impossible. La difficulté chronique de parvenir à une coordination sur des objectifs, mêmes partiels, est vraiment problématique. Du côté francophone, le Centre national de coopération au développement (CNCD) est censé jouer ce double rôle : constituer un « syndicat » d'ONG interlocutrices des pouvoirs publics pour toutes les questions administratives et de subsides ; et organiser des actions concertées entre ses membres.

En fait, le CNCD souffre de deux blocages qui le rendent inefficace : — présenté comme organe de coordination de toutes les ONG, le CNCD est aussi une ONG parmi les autres, avec ses propres projets et sa propre campagne (11.11.11). Ce double statut est ambigu, voire contradictoire. Il est arrivé souvent, dans le passé, que le CNCD se présente aux pouvoirs publics comme porte-parole des ONG, proposant de canaliser lui-même tous les subsides à répartir entre les autres organisations ;

— le CNCD connaît un pluralisme interne qui partage les mandats de façon très stricte entre les tendances philosophiques. Les blocages sont plus nombreux que les initiatives, y compris dans le domaine de la sensibilisation de l'opinion. Il est vrai qu'entre les Magasins du monde et les Sociétés de Saint Vincent de Paul, toutes deux membres du CNCD, peu de convergences sautent aux yeux.

Le CNCD ne joue pas le rôle de coordination qui devrait être le sien. L'adhésion d'une série d'organisations progressistes et le changement de secrétaire général en 1982 ont permis un fonctionnement interne plus correct. Mais seules des modifications assez importantes pour lever les obstacles mentionnés permettraient un plus grand impact externe.

★

Où se trouve la « solidarité bien comprise » ? La question reste pour l'heure sans réponse. Les ONG font œuvre plus utile que les gouvernements en matière d'aide au développement. Cette seule conclusion suffit à nous faire accepter leur diversité, et à justifier l'appui qu'elles reçoivent, même si leur coordination reste une affaire pendante. D'ailleurs, le pluralisme reste le gage de choix conscients de la part du public. Une unification n'est ni plausible, ni désirable, puisque les aspects les plus intéressants des ONG s'en trouveraient réduits. La « solidarité bien comprise » n'existe pas en soi. Elle est l'œuvre de ceux qui la proclament, la défendent, et la font.

Jacques Deprez.

CREUSER UN PUIT, UNE ACTION POLITIQUE ?

Un court exemple illustrera mieux qu'un long discours la différence entre la réalisation d'un projet technique et l'aide à une organisation populaire.

La scène se passe dans un village panaméen. Les habitants s'adressent à une institution de la ville pour obtenir le creusement d'un puits. Les techniciens de l'institution commencent alors leur travail habituel : établir la liste des matériaux nécessaires, les délais et le budget. Ils se mettent toutefois à réfléchir et, au lieu d'envoyer un technicien et les matériaux, dépêchent dans la communauté rurale un assistant social. Celui-ci va passer quelques semaines avec les paysans, discuter avec eux, et leur parler d'organisation.

Résultat : les villageois ont découvert leurs droits, et sont allés trouver le maire, autorité traditionnellement respectée, voire crainte. « C'est votre rôle de faire creuser ce puits, lui ont-ils dit. Vous avez été élu pour répondre aux besoins des habitants, et nous savons que vous avez l'argent pour le faire. »

Cette démarche, profondément subversive dans le contexte local, a donné des résultats positifs. Ils l'ont eu, leur puits, et ils y tiennent, beaucoup plus que si quelqu'un de l'extérieur l'avait creusé à leur place. En outre, ils ont découvert ce qu'ils peuvent obtenir en s'organisant. Et on peut être sûr que, dans les années à venir, c'est une école, puis un centre de santé qu'ils exigeront, avant de s'organiser face aux commerçants et aux grands propriétaires qui les exploitent.

Bilan : des jalons importants posés pour l'avenir, à un coût pratiquement nul. Et s'il s'était trouvé une ONG pour répondre d'une manière purement technique à leur demande initiale ?

Laurent Carly

Les ONG entre l'illusion et la réalité du changement

L'aide internationale au développement a depuis longtemps démontré son efficacité... dans le renforcement du système économique mondial, et des potentats locaux. On désespère cependant de la voir réduire ou même stabiliser, les inégalités entre riches et pauvres. La coopération gouvernementale belge, quand elle échappe aux querelles linguistiques, répond plus à des objectifs de promotion du commerce extérieur et de maintien d'alliances, africaines notamment, qu'à la disparition des mécanismes provoquant le sous-développement. « Heureusement, disent les optimistes, les organisations non gouvernementales sont là pour compenser les déficiences de l'aide officielle. » Les pessimistes, eux, ne voient dans les ONG qu'un trompe-l'œil, dont la bonne volonté voile à peine le caractère dérisoire, vu l'ampleur des problèmes. Se pose donc la question de l'utilité réelle de la coopération non gouvernementale. Et y apporter une réponse n'est pas simple, tant est variée la mosaïque des ONG. Il se trouve même des responsables d'ONG pour, paradoxalement, conforter l'opinion pessimiste énoncée ci-dessus¹. Faut-il en conclure que les ONG elles-mêmes ne croient pas en ce qu'elles font ?

Remontons un peu dans le temps. Il y a une vingtaine d'années, les organisations non gouvernementales, moins nombreuses qu'aujourd'hui, se consacraient pratiquement toutes à l'aide humanitaire (fourniture de nourriture, de médicaments, ...). Il s'agissait de répondre à des besoins urgents, à une pauvreté criante, sans pour autant s'attaquer aux causes. Petit à petit, un certain nombre d'ONG ont découvert que le sous-développement et la pauvreté du tiers monde résultent, non du hasard ou de causes naturelles, mais bien de mécanismes humains, de dominations politiques et économiques. L'aide non gouvernementale a connu une première phase d'évolution lorsque certaines ONG se sont mises à appuyer des projets répondant à moyen terme à des conséquences du sous-développement : construction d'écoles, coopératives, formation rurale, amélioration du réseau de santé, ... Le principe de l'aide ne posait pas encore, à l'époque, de gros problèmes idéologiques, dans la mesure où ses modalités ne touchaient ni aux causes réelles (les dominations internes et internationales) ni aux responsables (les centres de pouvoirs nationaux et internationaux).

1. Nous nous souvenons d'une émission de la RTBF Charleroi, au cours de laquelle le secrétaire général d'Oxfam rejoignait cette opinion.

La contradiction argent-changement

Mais l'analyse ne s'est pas arrêtée en si bon chemin. Les théories centre-périphérie ont été répandues en dehors des milieux intellectuels. Un petit nombre d'ONG les ont reprises à leur compte, mais se sont trouvées alors en pleine contradiction, et ce pour plusieurs raisons :

- elles dénoncent l'aide internationale comme moyen de domination, alors qu'elles en font leur domaine d'activité
- elles doivent faire comprendre au public que le financement de projets purement techniques n'est pas utile, alors que ce public est d'autant plus disposé à financer les ONG que leurs projets sont techniques et peu « politiques »²
- elles mettent en valeur l'importance du développement décidé par les autochtones, tout en envoyant force volontaires et missionnaires.

Sortir de ces contradictions n'est pas simple. La dénonciation du rôle néfaste de l'argent et des transferts financiers vers le tiers monde, et l'insistance sur le besoin de changements politiques dans l'ordre international et dans la situation interne de chaque pays, ont fait naître une méfiance dans le public, qui ne croit plus en aucune forme d'aide, et moins encore à l'aide financière. Les ONG ont cherché plusieurs formules pour dépasser ces positions apparemment inconciliables. Peu y parviennent.

La première formule consiste à passer outre la contradiction, ou plutôt à la vivre sans la résoudre : analyser le sous-développement en termes relativement corrects, tout en évitant de mettre en cause certains acteurs comme les banques et les multinationales, et continuer à financer des projets techniques. Trouver ou conserver des donateurs reste alors relativement aisé puisqu'on ne dérange personne. La plupart des ONG ont choisi cette solution de facilité, tout à fait incohérente.

D'autres ONG, moins nombreuses, restent convaincues que les changements politiques doivent précéder les initiatives d'ordre technique. Elles s'attachent donc, soit à favoriser ces changements, soit à aider les pays qui, apparemment, les ont réalisés. Cela semble logique. Encore faut-il savoir de quels changements on parle. Une organisation comme Oxfam, par exemple, a résolu cette question très simplement : lorsqu'un régime socialiste ou commu-

2. Cette contradiction a été remarquablement analysée par Jorgen Lissner dans *La politique de l'athlisme*, Fédération luthérienne mondiale, 1977.

niste s'installe quelque part, ou lorsqu'un mouvement de libération marxiste veut conquérir le pouvoir, on peut considérer que ces changements politiques sont réalisés ou en voie de l'être. L'appui sans complexe des projets techniques de ces gouvernements ou de ces mouvements est alors jugé possible. Les 11 projets présentés par Oxfam en 1984 pour sa campagne annuelle sont tous de cet ordre.

Logique, disions-nous. Mais n'est-ce pas faire fi de ce que nous apprend l'histoire récente à propos des régimes socialistes ou communistes du tiers monde ? Suffit-il de changer le gouvernement pour éliminer les dominations ville-campagne ? Suffit-il de nationaliser les grandes propriétés pour supprimer l'exploitation des paysans ou des travailleurs de l'industrie ? Suffit-il d'un changement de gouvernement pour donner un pouvoir de décision au monde populaire, aux sans-voix ?

Il y a libération et libération...

Si l'exemple du Nicaragua incite à répondre positivement, d'autres cas (Vietnam, Angola,...) indiquent le contraire. Dans ces conditions, appuyer des projets de tels gouvernements, c'est risquer de contribuer à des formes de domination différentes, certes, mais tout aussi importantes qu'avant. C'est oublier, aussi, lorsqu'on ne fait que cela, que de longues années de conscientisation ou d'organisation populaire sont nécessaires avant qu'un mouvement de libération puisse se constituer, et a fortiori accéder au pouvoir.

Une troisième issue à cette contradiction existe. Elle est plus difficile à aborder. Aucune organisation n'y réussit pleinement. Frères des Hommes et Entraide et fraternité s'en rapprochent sans doute le plus. Le raisonnement en termes de changement de gouvernement est abandonné. Sont préférés les mouvements sociaux, les formes issues du peuple et qui s'opposent aux dominations : réseaux de coopératives rurales pour lutter contre l'exploitation par les commerçants, les usuriers, les grands propriétaires ; formation et organisation syndicales ; promotion de communautés chrétiennes de base dans les pays à dominante catholique ; défense des droits des paysans expulsés, etc. Les projets ainsi financés ne sont plus d'ordre technique, mais sont, par eux-mêmes et au sens plein du terme, des projets politiques. L'argent des ONG sert alors directement à lutter contre les mécanismes de domination, et non à les renforcer.

L'explication paraît simple. En réalité, si cette solution a le mérite de la cohérence, elle se heurte à de nombreux écueils, dont le moindre n'est pas la peur du public face aux projets qui sentent la politique. Or, sans le public, une ONG n'est rien. Adopter une telle perspective suppose donc un long et ingrat travail de formation de l'opinion belge, qui ne se fait pas à coups de manifestations ou de discours enflammés. Nous voici loin, très loin, de l'image idyllique des ONG volontaires et sans idéologie. Non gouvernemental ne signifie pas « neutre ».

Finançons, cofinançons

Les ambiguïtés sont inévitables dès qu'il s'agit de participer dans une certaine mesure à un système — l'argent, en l'occurrence — tout en le critiquant. Le mécanisme du cofinancement en constitue un bel exemple. Le cofinancement est l'utilisation de la possibilité, pour une ONG, d'obtenir de la part du gouvernement 75 % du coût d'un projet, en apportant elle-même les 25 % restants³. Les projets d'ordre technique dans les pays à économie de marché sont plus facilement acceptés, au détriment des actions de conscientisation et des projets dans les pays communistes. Malheureusement, les délais de décision et de paiement, dans le chef de l'administration, sont très longs. Ils sont parfois de 2 ans. Les documents et justificatifs exigés sont nombreux, ce qui favorise les projets d'institutions du tiers monde ayant pignon sur rue, au détriment des groupes de base. Enfin, les frais à mettre en œuvre par l'ONG ne sont justifiés que pour des projets coûteux. L'organisation reçoit en effet de l'administration 5 % du coût total du projet pour ses frais de gestion. Ces 5 % sont insuffisants pour conduire les petits projets. Encore une fois, les grosses initiatives, chères, sont privilégiées, au détriment d'actions plus réduites, mais plus proches du monde populaire.

Le système belge du cofinancement est loin d'être idéal. Il est, paraît-il, le seul possible, compte tenu des exigences du contrôle de la Cour des comptes. Mais les Pays-Bas et le Canada, par exemple, connaissent un mécanisme beaucoup plus léger, permettant des délais plus courts, sans pour autant conduire à plus d'abus que chez nous. Dans ces deux pays, la dispersion entre innombrables

3. Nous nous limitons au cofinancement belge. La CEE a un système légèrement différent, et plus souple.

bles ONG est évitée. Chez nous, 5 ou 6 personnes qui constituent une ASBL suffisent pour avoir accès au cofinancement, l'efficacité de leur projet sur le terrain comptant finalement peu.

Quelques chiffres

En 1982, 193 projets ont été cofinancés par le gouvernement belge, pour un montant de 700 millions de FB. Entre 1976 et 1982, 3.785 millions de francs ont été attribués à 950 projets⁴. 130 ONG sont reconnues pour accéder au cofinancement. Les moyens ont cependant été fort concentrés.

Une étude réalisée par le Centre tricontinental de Louvain-la-Neuve indique que les 5 ONG principales reçoivent à elles seules 50 % des subsides, les 20 premières en recueillant 82,5%⁵. Sans être fausses, ces données doivent être interprétées de manière nuancée. Deux des cinq premières ONG se sont scindées en deux branches linguistiques autonomes (le CNCND et Entraide et fraternité). Dans le classement établi par le CETRI, une organisation se dégage nettement, recevant à elle seule 21,4% des subsides : c'est le COMIDE par lequel transitent les projets introduits par les missionnaires. Viennent ensuite SOS Faim (c'est-à-dire le CNCND, ou encore la campagne 11.11.11), le Fonds de coopération au développement (socialiste), Entraide et fraternité, Oxfam...⁶

Tout aussi intéressante est la répartition géographique des projets cofinancés. Pour les années 1976-1981, le Zaïre vient largement en tête, avec 490 millions de francs, suivi du Rwanda (240 millions), du Mali (141 millions), des Philippines, de l'Inde, ... 17 pays reçoivent 77 % du total, 52 autres se partageant les 23 % restants. Parmi ces 17 pays, nos anciennes colonies représentent 30 %. Un pays communiste et un pays socialiste s'y trouvent : le Vietnam et le Cap Vert. Toutefois, une tendance à la diversification se confirme, pour le moment, de même qu'une diminution de la part du Zaïre.

4. *Dimension 3*, bulletin de l'AGCD, mars-avril 1984.

5. *Les ONG belges de coopération au développement - les projets cofinancés (1976-1981)*, CETRI, p. 25.

6. *Ibidem*, p. 27 et suivantes.

Dépendre du cofinancement ?

L'attitude des ONG face au cofinancement n'est pas homogène. Ce système pose en effet des questions de principe. Comment garder toute indépendance et toute faculté de critique par rapport à la coopération gouvernementale lorsqu'on bénéficie de subsides qui constituent un élément essentiel de cette coopération ? Beaucoup d'ONG ont définitivement renoncé à se poser la question. Tout en critiquant la coopération belge dans leurs discours ou écrits, elles jouent le jeu du cofinancement, l'argent étant toujours bon à prendre. Mais une ONG dont la majorité des ressources provient du gouvernement n'est plus indépendante. Il suffirait de modifier le mécanisme ou de refuser ses projets pour la faire disparaître. Hypothèse d'école ? Pas du tout. Le CETRI a calculé que le rapport subsides/recettes propres tend vers 3 (le maximum) pour les missions catholiques (COMIDE) et le Fonds (socialiste) de coopération au développement, et atteint 1,5 pour Oxfam, rapport sans doute également valable pour SOS Faim/CNCND⁷. En réalité, parmi les grosses ONG, seules Entraide et fraternité et son homologue flamand Broederlijk delen gardent une autonomie par rapport au cofinancement : leur rapport subsides/fonds propres est de l'ordre de 0,15. Lorsqu'on interroge les responsables de ces ONG, ils en relèvent les raisons suivantes :

— la volonté de rester autonomes par rapport à l'Administration de la coopération

— le refus de privilégier les gros projets et d'abandonner les actions menées par des groupes de base

— l'existence de collectes annuelles qui donnent à ces ONG la possibilité matérielle de ne pas avoir recours aux subsides : les collectes en font les ONG les plus importantes, chacune dans sa communauté linguistique, en termes de ressources propres.

Y a-t-il des abus de la part des ONG recourant au cofinancement ? Cette question reste pendante. A défaut d'exister réellement, les entourloupettes sont possibles. Un exemple ? Prenons une organisation que nous baptisons YXO, familière du cofinancement de projets gouvernementaux en pays socialistes. Cette ONG demande à ce gouvernement de verser sur un compte en Belgique une somme correspondant à 25 % du coût d'un projet. Placée, cette

7. *Ibidem*, p. 19.

somme rapporte des intérêts. Lorsque le gouvernement belge verse sa part, la somme, multipliée par 4 (plus les intérêts), peut retourner dans le tiers monde. Y gagnent : l'YXXO, qui reçoit 5 % pour frais administratifs, et le gouvernement du pays « aidé ». Les perdants sont l'Etat belge, abusé, et les autres ONG honnêtes qui voient le budget du cofinancement « amputé » indûment. Cet exemple est-il crédible ? Des responsables d'ONG ont déjà dit ouvertement qu'ils ne respectaient pas du tout les exigences de l'administration. Tant mieux pour elles si cela leur réussit — jusqu'à présent.

Vous avez dit « non gouvernementales »

Précisément, l'attitude à adopter à l'égard des régimes socialistes ou communistes est au centre d'un débat actuel parmi les ONG. Pas toutes, bien sûr. Chez celles qui pensent que le sous-développement disparaîtra grâce à des projets techniques et locaux juxtaposés, la question ne se pose même pas. Comme les organisations qui croient aux vertus du libéralisme, ces ONG refusent de côtoyer les régimes socialistes ou communistes. A l'opposé, c'est sans hésiter que certaines ONG adoptent une attitude positive à leur égard, tant il est vrai, pour elles, que de tels régimes représentent le stade ultime de la lutte des peuples pour leur libération.

Reste alors une catégorie d'organisations qui, tout en ayant une vision assez claire des conditions du développement, hésitent à accepter des projets d'origine gouvernementale. La première raison qui vient à l'esprit — formellement, les ONG doivent appuyer des initiatives non gouvernementales — n'est pas la plus importante. En réalité, c'est plutôt du côté de l'efficacité des initiatives gouvernementales qu'il faut chercher le principal motif d'hésitation. En effet, si l'on admet que la première cause du sous-développement est la domination, c'est-à-dire le contrôle de la décision non par les groupes sociaux concernés, mais par des centres de pouvoir éloignés (bourgeoisies locales, monde urbain, firmes transnationales, FMI, etc.), il faut aussi admettre qu'un pas vers le développement est franchi chaque fois que ces groupes sociaux (monde populaire, paysannat, Etat du tiers monde,...) récupèrent une part du pouvoir qui leur a été enlevé.

L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement d'inspiration socialiste ou communiste constitue-t-elle une telle récupération du pouvoir ? Le fait est que nombre d'ONG hésitent à soutenir sans réticence de tels gouvernements, que

leur attitude est nuancée. Si l'émergence d'un régime socialiste constitue probablement un progrès, c'est seulement s'il ne concentre pas un pouvoir qu'il prétend redistribuer. Les exemples inverses ne manquent pas. Le caractère non gouvernemental des ONG devrait les orienter en priorité vers le soutien d'initiatives volontaristes, lancées par des organisations issues de la population où le pouvoir est partagé entre les membres, plus que vers des programmes d'institutions étatiques. Il est tout aussi vrai, à l'inverse, que l'attitude des ONG est incohérente quand elles sont prêtes à appuyer des projets sociaux (santé, éducation, petite production,...) de mouvements de libération lorsqu'ils n'ont libéré qu'une partie de territoire, mais se montrent réticentes lorsque ces mouvements arrivent au pouvoir dans l'ensemble du pays.

Pourtant, la nécessaire concentration du pouvoir qu'entraîne la lutte armée rend plus difficile le partage du pouvoir après la victoire. L'arrivée au pouvoir d'un mouvement de libération est-elle en soi une libération, ou n'est-elle qu'un moyen, une étape ? Ces questions relèvent plus des sciences politiques que d'un article sur les ONG. Elles ne sont qu'évoquées ici pour illustrer la complexité du débat en cours à l'intérieur de plusieurs ONG, et pour expliquer les attitudes nuancées et un certain pragmatisme. Elles apportent une preuve de plus — si nécessaire — du caractère politique, au sens élevé du terme, de l'attitude de toutes les ONG, des plus « techniques » ou « neutres » aux plus « politisées ».

Les ONG et la coopération belge

Une dernière question est à épingler parmi d'autres possibles. Quelles sont les tendances de la coopération gouvernementale belge, quel est son budget ? A notre connaissance, aucune ONG n'approuve la coopération officielle. Celles qui s'expriment sont plutôt critiques, c'est le moins que l'on puisse dire. Le Rassemblement pour la paix et le développement a publié, en 1972 déjà, la première étude de Baudouin Piret⁸ sur le sujet. Nombre de membres d'ONG ont collaboré à sa seconde étude, publiée en 1983⁹. Entretiens, l'Université de paix préparait un dossier semblable tandis qu'Entraide et fraternité, puis Oxfam, proposaient le partage d'1 % du revenu de chacun, comme symbole

8. *L'aide de la Belgique aux pays en voie de développement*, Edition RPD, 1972.

9. *L'aide de la Belgique aux pays en voie de développement*, Editions Contradictions et Vie Ouvrière, Bruxelles, 1983.

de la part du PNB que la coopération gouvernementale devrait atteindre.

Les critiques qualitatives portées par les ONG à l'aide gouvernementale sont connues (trop grande hétérogénéité, asservissement croissant au commerce extérieur, concentration sur nos anciennes colonies, appui à des gouvernements peu ou pas démocratiques,...). Mais les ONG expriment aussi des inquiétudes quantitatives. Non seulement la coopération belge n'a jamais atteint les montants promis (0,7 % du PNB pour l'aide publique seule, 1 % du PNB pour les aides publiques et privées cumulées), mais de sérieuses menaces pèsent sur ce budget, qui a déjà connu des restrictions. La part réservée au cofinancement ne semble pas menacée, tant que le monde politique catholique flamand garde une influence prépondérante sur le département. Plusieurs grosses ONG gravitent en effet dans cette orbite. A quelque chose, malheur est bon. Mais que se passerait-il si, demain, la coopération gouvernementale était communautarisée, ce dont il est parfois question ? Ce serait d'abord une source de gaspillage, les doubles emplois étant inévitables¹⁰. Ce serait ensuite l'origine d'une concurrence utilisant les pires arguments qui soient en ce domaine : l'argent. Actuellement déjà, les universités flamandes, qui accueillent peu d'étudiants du tiers monde, tentent d'attirer ceux-ci pour bénéficier de plus de subsides. Ce serait en outre illogique, la coopération devant être organisée en fonction des intérêts du tiers monde, et non des débats internes à notre pays.

Ce serait enfin une source d'inquiétude pour les ONG de tendance non chrétienne, du côté flamand, face au poids d'une administration dominée par le CVP, et pour les ONG non socialistes, du côté francophone, dans l'hypothèse vraisemblable d'une mainmise socialiste sur ce secteur. Un débat clair entre ONG au sujet de la communautarisation de la coopération n'a jamais eu lieu. Aucune position explicite n'a été affirmée. Ce thème reste latent. Les organisations flamandes semblent y être favorables, tandis que, du côté francophone, les positions sont floues. Les ONG ont sans doute plus à y perdre qu'à y gagner, et le tiers monde certainement beaucoup plus encore.

10. Broederlijk delen et Entraide et fraternité, les deux branches de la première grosse ONG à s'être communautarisée, ont gardé entre elles une répartition du travail et une coordination qu'il est vain d'attendre de deux administrations, flamande et wallonne.

★

Ce périple parmi les ONG aurait pu nous faire découvrir d'autres débats, d'autres conflits, d'autres questions encore. Il nous a en tout cas permis de constater que la bonne volonté ne suffit pas dans ce domaine, que la politique et le politique sont partout présents, que de nouveaux choix sont à poser, constamment. L'ambiguïté n'est pas absente des attitudes des ONG, pourtant beaucoup plus appréciées que la coopération gouvernementale. Le lecteur s'étonnera peut-être de ne pas trouver ici d'évaluation des projets soutenus par les ONG dans le tiers monde. En réalité, une telle évaluation est malaisée, vu la diversité des critères utilisés par les organisations. Elle ne pourrait être que technique. En effet, comment évaluer, par exemple, après 2 ou 3 ans, les acquis du syndicalisme brésilien, sorti de terre après dix ans de répression, et dont certains centres de formation ont été appuyés plusieurs années durant par l'une ou l'autre ONG ? Il s'agit de tout autre chose que de vérifier si un hôpital a été bien construit et si le budget n'a pas été dépassé. Un tel travail d'évaluation exige un long séjour sur le terrain, dans des pays différents, pour comparer sur plusieurs années ce que donnent, à long terme, les différents types d'initiatives soutenues. Ce travail ne peut être celui d'un expert de passage, et nous ne nous y sommes pas engagés ici.

Chaque ONG connaît des réussites et des échecs, qu'elle le reconnaisse ou non. Mais ces organisations s'adaptent plus facilement que l'administration à des situations concrètes diverses, et peuvent évoluer en fonction des interpellations qui leur viennent sans cesse du tiers monde. En tant qu'associations spontanées et volontaristes, elles sont à coup sûr indispensables, et très vraisemblablement plus proches de l'idéal de solidarité que la coopération gouvernementale.

Laurent Carly.